



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale  
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme  
Équipe ECIE

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20220729-RAP-63-0912-SAPEC1_Secheresse		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
<b>Société SAPEC 1</b> ZI du Breuil – rue de l'avenir 63300 THIERS  SIREN : 789038007 SIRET : 78903800700017	S3IC                      0016300069  Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED	
<b>Activité principale : Traitement de surfaces de pièces métalliques</b>		
<b>Date du contrôle : 21/07/2022</b>	<b>Date de la précédente visite : 29/06/2021</b>	
<b>Inspecteur(s) :</b>		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....	<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : AP sécheresse du 19/07/2022	
<b>Thème(s) du contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Eau, sécheresse</li> <li>Contrôles réglementaires</li> </ul>	
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Inspection en salle sur le site SAPEC2 : supervision des prélèvements et rejets</li> </ul>		
<b>Référentiel(s) du contrôle</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté-cadre sécheresse en vigueur : Arrêté Préfectoral du 31 mars 2021</li> <li>AP n°20221074 du 19 juillet 2022 définissant les mesures de limitation de certains usages EAU à partir du 20 juillet 2022, plaçant notamment la zone DORE au niveau ALERTE RENFORCÉE</li> <li>Arrêté préfectoral d'autorisation de SAPEC 1 du 14 janvier 2005 modifié en dernier lieu le 02/08/2021 par APC n° 20211498 imposant notamment de nouvelles valeurs limites d'émission dans l'eau.</li> <li>Arrêté du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
<b>Nom</b>	<b>Société</b>	<b>Qualité</b>
	SAPEC	Directeur général Directeur de production Responsable Laboratoire
<b>Copies</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule ECIE <input type="checkbox"/> Autre :	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I – Contexte

La société SAPEC1 est spécialisée dans le traitement de surface nickel/zinc très utilisé dans l'industrie automobile en remplacement du chrome dur utilisant du Chrome 6.

Les prélèvements d'eau sont principalement réalisés dans la rivière « Le Breuil », masse d'eau FRGR0270 « La Durolle et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Dore » et dans le réseau d'eau potable de la régie des eaux de la ville de Thiers pour une alimentation de secours.

Les rejets des effluents résiduels industriels sont traités par une station interne physico-chimique puis envoyés dans le réseau des eaux usées urbaines de la ville de Thiers rejetant dans la rivière « Dore », masse d'eau FRGR0231 « La Dore depuis Courpière jusqu'à sa confluence avec l'Allier ».

Les modalités de suivi de la qualité des rejets dans le milieu sont fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé, notamment modifié par APC du 02/08/2021 sur ce sujet (mise à jour VLE).

SAPEC1 emploie directement 12 personnes à temps plein, sans compter les sous-traitants. L'atelier fonctionne 24h/24 du lundi au vendredi.

L'atelier de SAPEC 1 sera fermé pour congés les semaines 32 et 33.

Le mois de juillet est habituellement un mois très chargé dans le domaine de l'automobile, car il permet d'anticiper les fermetures estivales des différentes usines et de leurs fournisseurs.

En effet, SAPEC est un important fournisseur de service de traitement de surfaces, notamment pour les sous-traitants de rang 1 de l'industrie automobile. Les pivots de direction qui sont traités chez SAPEC permettent de fournir environ 50 % des automobiles fabriquées dans les usines européennes. Un arrêt de production serait donc préjudiciable à un grand nombre d'usines à court terme et entraînerait une probable perte de marché à moyen et long terme pour les sous-traitants et SAPEC, pouvant remettre en cause leur pérennité.

#### I.1 – Périmètre inspecté

La présente inspection a été annoncée le 20 juillet 2022 au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté de restriction sus-visé. Elle porte principalement sur les dispositions mises en place pour limiter les consommations d'eau.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions documentaires qui avaient été identifiées.

#### I.3 – Constats effectués

SAPEC a installé un ensemble de compteurs de débit d'eau industrielle relevés par le logiciel de supervision et extraits manuellement tous les jours :

- l'un sur l'arrivée de l'eau potable utilisée pour l'atelier,
- l'un sur l'arrivée de l'eau issue du puits de pompage dans la nappe d'accompagnement du Breuil
- l'un sur les rejets des eaux traitées : étalonné et recalé par un laboratoire externe. Ce dernier est considéré comme le moyen le plus fiable de mesurer les consommations d'eau, car le fonctionnement des lignes de traitement de surface est stable toute la semaine et que les pertes en ligne sont très faibles (faible évaporation uniquement, les éventuelles égouttures étant collectées et traitées par la STEP interne).

L'eau industrielle est utilisée uniquement pour le rinçage des pièces traitées et éventuellement des opérations de nettoyage ou d'appoint dans des bains de traitement qui sont principalement alimentés par des produits spécifiques.

Les volumes de rejets sont considérés comme équivalents aux volumes prélevés, bien que cette affirmation nécessite une confirmation avec l'exploitation des données d'autosurveillance et que les milieux de prélèvement et de rejets soient différents, bien que faisant partie de la même masse d'eau.

SAPEC1 a calculé sa consommation spécifique au titre de l'article 21 de l'arrêté du 30 juin 2006 sus-visé. Elle atteint moins de 1,35 l/m<sup>2</sup> de surface traitée et par fonction de rinçage pour l'année 2021, ce qui est environ 6 fois plus faible que la valeur limite de l'arrêté ministériel faisant office de meilleure technique disponible. La consommation spécifique a été calculée avec 2 méthodes complémentaires (calcul des surfaces des pièces traitées et suivi des ampérages, proportionnel à la surface traitée). Cela a été rendu possible en optimisant les débits de rinçage et en mettant en place de 2 voire 3 bains de rinçage en cascade lorsque cela était physiquement possible. La ligne qui fonctionne le plus souvent est équipée d'un rinçage triple, gage d'une consommation la plus faible pour un résultat de bonne qualité.

SAPEC précise avoir testé des réductions de débit de rinçage des pièces traitées, notamment en 2020. Les pièces apparaissaient conformes dans une première approche. Cependant, photos à l'appui, les clients ont tous émis des fiches de non-conformité à la réception des pièces : elles étaient couvertes de traces dues à un rinçage insuffisant des produits de traitement. Des milliers de pièces ont dû être détruites car inutilisables, rendant l'opération d'optimisation non favorable. Ainsi, SAPEC est revenue sur les réglages optimaux précédents.

Actuellement, les optimisations de consommation d'eau semblent être allées au maximum des possibilités de manière permanente sur l'année. Il apparaît difficile, voire impossible, aux dires de SAPEC, de diminuer encore ces consommations en période d'étiage sans provoquer des non-qualités préjudiciable à la pérennité de l'entreprise.

Lors de l'inspection, aucune réduction des débits habituels de prélèvement et de rejet n'a été constatée, contrairement à ce qui est demandé par l'arrêté-cadre sécheresse. Cette donnée est à confirmer au vu des relevés hebdomadaires de consommation d'eau de SAPEC1.

Les constats effectués lors de l'inspection et nécessitant des suites ou des actions correctives sont présentés par thème en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

## II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, plusieurs non-conformités ont été relevées :

- l'absence de réduction de 50 % des prélèvements d'eau alors qu'aucun PURE n'a été formalisé. Toutefois, SAPEC1 envisage de préparer un PURE, par analogie avec ce qui est demandé pour l'atelier de SAPEC2. À noter, comme évoqué plus haut qu'une réduction de débit nécessite la mise à l'arrêt des chaînes de traitement de surface, préjudiciable à la pérennité de l'entreprise.

- bien que la consommation d'eau nette (prélèvement – rejets) soit estimée proche de zéro, elle reste à confirmer afin de positionner l'atelier par rapport au critère de 5 % à 10 % de consommation nette introduit par l'arrêté-cadre sécheresse sus-visé.

Ces non-conformités sont à relativiser par rapport à la consommation spécifique de 2021 calculée avec 2 méthodes complémentaires qui est de l'ordre de 1,35 l/m<sup>2</sup> de surface traitée par fonction de rinçage pour une MTD à 8 l/m<sup>2</sup>/FR. Cela a été rendu possible en optimisant les débits de rinçage et en mettant en place 2 voire 3 bains de rinçage en cascade lorsque cela était physiquement possible. La ligne qui fonctionne le plus souvent est équipée d'un rinçage triple, gage d'une consommation la plus faible pour un résultat de bonne qualité.

### Proposition de suites :

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum d'un mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

En outre, un modèle de tableau de suivi a été établi par l'UiD DREAL et a été transmis par courriel du 21/07/2022. Une première réponse est attendue avant l'arrêt estival de l'entreprise.

<b>Inspecteur</b> Le 29 juillet 2022 L'inspecteur de l'environnement  Signé  Sébastien MATHIEUX	<b>Vérificateur</b> Le 29 juillet 2022 L'inspectrice de l'environnement  Signé  Estelle POUTOU	<b>Approbateur</b> Le 29 juillet 2022 Pour le directeur régional, La cheffe d'UD adjointe  Signé  Estelle POUTOU
---	--	---

## **Annexe 1 – Fiche de constats<sup>1</sup> du 21 juillet 2022**

**Constat N°1 :** Volume annuel prélevé dans le réseau AEP (régie de la ville de Thiers) : 181 m<sup>3</sup> en 2021 pour une limite à 1 000 m<sup>3</sup>. L'AEP est utilisé en secours de l'alimentation par le forage dans la nappe du Breuil.

Par ailleurs, le volume de l'année 2021 s'élève à 8 599 m<sup>3</sup> provenant du forage soit bien inférieur au volume annuel autorisé de 30 000 m<sup>3</sup>.

Il n'y a pas non plus de dépassement des volumes journaliers autorisés de prélèvement avec depuis janvier 2021 un débit maximal de 80 m<sup>3</sup>/j qui a été renseigné sur GIDAF (pour un volume journalier maximum de prélèvement dans le Breuil de 140 m<sup>3</sup> et un volume de rejet maximum de 100 m<sup>3</sup>/j).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.1 de l'AP du 14/01/2005	-	

**Constat N°2 :** Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée, relevé tous les jours.

Le compteur de rejets des eaux traitées est considéré comme étant le plus fiable et est utilisé comme référence pour la consommation déclarée dans GEREP et GIDAF.

Il apparaît nécessaire de vérifier l'exactitude de la consommation nette à partir des compteurs en amont du procédé de traitement de surface lors d'une période de fonctionnement de référence.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.1.5 de l'AP du 14/01/2005	-	

**Constat N°3 :** La société SAPEC 1 ne dispose de plan d'utilisation rationnelle de l'eau et n'a pas réduit sa consommation de 50 % en application de l'arrêté sécheresse et de l'arrêté de restriction sus-visés.

Bien que la consommation d'eau soit pratiquement équivalente aux rejets, aucune donnée chiffrée ne permet de confirmer ce point par rapport au critère de 95 % de rejet des volumes prélevés.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 6.1 de l'AP-cadre sécheresse	2 mois pour apporter les réponses	

**Constat N°4 :** Les résultats de l'autosurveillance entre janvier 2021 et mars 2022 ne font état d'aucun dépassement des valeurs-limites de rejets en flux journalier.

Toutefois, quelques dépassements en concentration (sans dépassement du flux limite) sont à noter sur le mois de mars 2022 : Fluor, Zinc, Nickel, hydrocarbures.

Il est donc rappelé à SAPEC1 de conserver sa vigilance sur le respect des VLE, notamment en période d'étiage.

Il est également recommandé à SAPEC1 de suivre le débit des cours d'eau concernés par ses

<sup>1</sup> L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

prélèvements et ses rejets par tout moyen approprié.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.3.9 de l'AP du 14/01/2005	-	

**Constat N°5 :** Les fréquences de mesure des rejets des eaux traitées apparaissaient globalement respectées. Cependant, aucun résultat n'a été mis en ligne sur GIDAF depuis mars 2022. Il est donc demandé de mettre à jour l'outil dans les meilleurs délais et à fréquence adéquate.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 9.2.3.1 de l'AP du 14/01/2005	1 mois	

**Constat N°6 :** Au franchissement des seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sur une zone hydrographique donnée sont mis en place en complément des mesures de restriction :

[...]

- pour l'usage industriel, les ICPE soumises à autorisation et enregistrement, concernées par des mesures de restrictions transmettent à l'UD-DREAL, les relevés hebdomadaires de prélèvement dès la mise en œuvre des mesures de restriction.

Un modèle de tableau de suivi a été établi par l'UiD DREAL et a été transmis par courriel du 21/07/2022.

Les premières réponses sont attendues avant l'arrêt estival de l'entreprise.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Arrêté-cadre Préfectoral du 31/03/2021, article 5.2	01/08/22	